

Restauration scolaire

Un menu avec viande et un menu végétarien

Pour avoir l'assurance que tous les enfants aient un repas complet le midi, sans stigmatisation, la FCPE souhaite la généralisation du double menu à la cantine.

Le service de restauration scolaire est un service public local facultatif, rattaché à un service public national obligatoire, le service de l'enseignement public. Il répond à un besoin d'intérêt général et constitue une mission de service public. Soumis au principe de laïcité, il est régulièrement confronté à des revendications religieuses et à d'autres, philosophiques, de familles végétariennes.

Aucun texte législatif ou réglementaire n'impose aux communes un aménagement des repas en fonction des convictions des parents. Néanmoins, beaucoup de municipalités, pour l'enseignement primaire, ou de conseils d'administration pour les collèges et les lycées, ont mis en place des menus spéciaux pour les enfants de confession juive ou musulmane. « Proposer un repas de substitution pour tenir compte des contraintes liées à une pratique religieuse ne contredit en rien les principes de laïcité à l'école », affirme Stéphane Fouéré, administrateur national de la FCPE en charge des questions de restauration, de vivre ensemble et de citoyenneté. « Plutôt que de parler de menu de substitution, formule qui pointe la différence, qui stigmatise, je préfère d'ailleurs mettre en avant l'idée de choix de menu. » L'idéal, pour la FCPE, serait que chaque école propose aux enfants le libre choix : soit le repas avec viande, soit le repas végétarien. Cela éviterait que les enfants ayant des régimes alimentaires particuliers soient montrés du doigt. Cela permettrait également de diversifier les repas proposés et d'initier les enfants à de nouvelles saveurs, remplissant ainsi le rôle pédagogique de la restauration scolaire.



Proposer un choix de menus, c'est être assuré que tous les enfants ont, au moins une fois dans la journée, un repas complet.

Dépassionner le débat

Stéphane Fouéré souhaiterait même aller plus loin, en proposant un troisième choix les jours où du porc est au menu : un repas avec une autre viande. « Il ne faut pas oublier que, dans certaines cultures, un repas sans viande est perçu comme un repas de pauvre », souligne-t-il. « Pas question, en revanche, de poser la question du halal ou du casher à la cantine. Ce débat n'a pas sa place dans le service public de restauration scolaire », tranche-t-il. « Il y aurait trop de problèmes d'organisation, de coût... Et c'est une approche strictement religieuse qui doit rester dans la sphère privée. Mais je pense qu'il y a manière de dire cela aux familles concernées, en prenant le ton qu'il faut, en bonne intelligence. »

Quant au coût engendré par le double menu, « c'est un choix politique », explique Stéphane Fouéré. « Proposer un choix de menus, c'est être assuré que tous les enfants peuvent avoir, le midi, et donc au moins une fois dans la journée, un repas complet. » En cas d'absence d'alternative, se pose la question de l'accès de tous à la cantine. « Il ne faut pas mettre les familles à l'écart de l'école, rappelle Stéphane Fouéré. L'idée est de dépassionner le débat. L'enjeu, c'est d'arriver les uns et les autres à vivre ensemble dans le respect des croyances ou de la non croyance de chacun. C'est ça la laïcité. Chacun doit comprendre l'autre. »

Bruno Quattrone